portent ; aussi j'invite volontiers ceux qui veulent étudier cette question à en lire le texte authentique dans les revues qui n'ont pas manqué d'en parler. La décision est du 20 juin 1912.

* * *

— L'année dernière le Souverain-Pontife avait envoyé au Brésil le Rév. Père Genocchi, des missionnaires d'Issoudun, pour étudier la question de l'évangélisation des Indiens encore infidèles. Les prêtres au Brésil sont tellement clairsemés qu'ils n'arrivent point à satisfaire les besoins religieux des catholiques. De plus les Indiens, restant dans les bois, éloignés de tout centre de civilisation, se trouvaient sans défense contre les blancs que l'appât du gain poussait dans les forêts et qui, méprisant toutes les lois divines et humaines, considéraient ces peuples de couleur comme au-dessous des animaux. De là des cruautés atroces, des fusillades en masse, des villages ravagés, femmes et enfants servant à assouvir les plus ignobles passions. En douze ans, on a fait 30,000 victimes ! En les amenant à la vraie foi, le pape pensait pouvoir plus efficacement les défendre. Revenu de sa mission au commencement de cette année, le Père Genocchi fit sur la malheureuse condition des Indiens un rapport qui émut vivement le Souverain-Pontife.

— Vers la même époque arrivèrent dans la presse des récits des cruautés que commettaient impunément au Pérou certains blancs contre les Indigènes. Les inculpés appartenaient à la *Peruvian Amazon Company* qui exploite le caoutchouc. Ces récits narraient des excès tellement horribles que l'opinion publique s'en émut et que la question fut portée à la Chambre des Communes. C'était ce que voulait le gouvernement anglais, dont l'action purement officieuse n'avait point abouti. Mais à cause du principe de non intervention, qui est un des points inébranlables de la diplomatie, sauf quand il s'agit des